



La jeunesse : fabriquer le consentement, recruter les corps

C'est là que la militarisation est la plus insidieuse et la plus urgente à combattre.

Le CIRFA intervient régulièrement dans les lycées de Drôme et Ardèche pour présenter 117 spécialités militaires à des jeunes de 15 ans. Ce n'est pas de l'information neutre. C'est du recrutement institutionnel dans des établissements publics. Les Classes Défense et Sécurité Globale (CDSG) créent des partenariats formels entre unités militaires et établissements scolaires. Le 1er Régiment de Spahis anime ces trinômes académiques. Huit Bac Pro Défense et Sécurité ont été ouverts dans les deux départements, orientant en priorité des jeunes des classes populaires vers des métiers de sécurité et d'armée.

Mais le dispositif le plus emblématique reste le **Service National Universel**. La FOL Ardèche, association historiquement ancrée à gauche est devenue organisatrice de séjours SNU. Des jeunes de 15 à 17 ans passent 12 jours à lever le drapeau le matin, chanter la Marseillaise et suivre un programme obligatoire intitulé "Défense, sécurité et résilience nationales". En 2024, 80 000 jeunes y participaient en France.

Ce n'est pas de l'éducation à la citoyenneté. C'est la normalisation de l'ordre militaire dans des têtes de 16 ans. C'est la fabrique du consentement à la guerre, organisée avec de l'argent public, dans des structures qui auraient dû résister à cette dérive.

L'objectif de la LPM est de doubler le nombre de réservistes d'ici 2035, passer de 44 500 à 105 000. La jeunesse est le vivier. Les lycées sont le terrain de recrutement. Le SNU est le sas de présélection. **Comprendre cela, c'est comprendre pourquoi l'antimilitarisme doit commencer à l'école.**

S'organiser, agir, résister

Cartographier ce complexe, ce n'est pas accuser les travailleurs de ces usines. Ce sont nos camarades. La question n'est pas individuelle, elle est systémique :

qui décide de ce qu'on produit ?

pour qui ? pour quoi faire ?

Les compétences qui existent dans l'aéronautique, la métallurgie, l'électronique, le nucléaire pourraient servir des productions radicalement différentes, transports collectifs, énergie renouvelable, équipements médicaux. Ce n'est pas une utopie. C'est un choix politique qui appartient aux travailleurs davantage qu'aux actionnaires.

Plusieurs axes d'action sont possibles et nécessaires :

Documenter et rendre visible : enrichir cette carte, partager les informations, alimenter des bases documentaires collectives. La carte est librement téléchargeable et le tableau de données est collaboratif.

Intervenir dans les lycées : aller là où l'armée va. Proposer des espaces de débat, contester la naturalisation de la guerre dans les imaginaires des jeunes, soutenir celles et ceux qui refusent le SNU.

Exiger la transparence : sur les exportations d'armement, sur les incidents nucléaires, sur les contrats entre industriels et État, sur les activités du renseignement territorial.

Construire des solidarités concrètes : avec les mouvements anti-guerre en Ukraine, avec les organisations palestiniennes, avec les syndicalistes qui refusent de charger des armes dans les ports, avec les collectifs contre les exportations d'armes en Europe.

La solidarité internationaliste commence par regarder ce qui se produit localement, dans les zones industrielles ordinaires de la vallée du Rhône.

Ce document peut être librement reproduit, diffusé et adapté. Il est destiné à nourrir les luttes locales et les réseaux militants.

La guerre se fabrique ici.

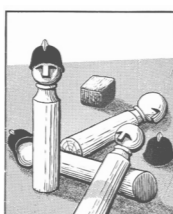
La résistance aussi.

rendre visible la banalité du mal

Cartographier ce complexe, c'est rendre visible les liens **entre industrie, armée, police et militarisation de la société** afin de nourrir les résistances locales et internationalistes. Pour accéder au site dédié, à la carte interactive et au tableau collaboratif, **scanner le QR code**.

Pour accéder au site dédié, scanner le QR code : vous y trouverez la carte aux formats PDF et JPG, la version interactive, le tableau collaboratif des données, les sources utilisées ainsi que des supports imprimables pour diffuser largement ce travail. La carte est libre de droit : téléchargez-la, partagez-la et faites-la circuler le plus largement possible ;

<https://cmi0726.noblogs.org/>



Pour s'organiser face à la guerre et à la militarisation, nous vous invitons également à rejoindre ou contacter



Anatomie d'une guerre ordinaire — Drôme & Ardèche Nommer les choses

On ne parle pas souvent de la Drôme et de l'Ardèche comme de territoires de guerre. Pourtant, c'est ici que se fabrique une partie des armes qui tuent. C'est ici que l'uranium est enrichi pour alimenter la dissuasion nucléaire. C'est ici que des blindés sont équipés avant d'être déployés au Mali, en Centrafrique, en Ukraine. C'est ici que des drones sont assemblés avant d'être exportés vers des guerres que nous ne choisissons pas.

La guerre n'est pas loin. Elle se fabrique dans les zones industrielles de la vallée du Rhône, dans les usines de Romans, dans le complexe nucléaire du Tricastin. Elle se fabrique par des travailleurs qui, pour la plupart, n'ont pas choisi cette dépendance, elle leur a été imposée par des décennies de choix politiques concentrant l'investissement public sur l'armement et le nucléaire, au détriment de tout le reste.

Nommer ce complexe militaro-industriel, c'est le premier acte politique. C'est refuser la neutralité des zones industrielles, la technicité désincarnée des composants, l'invisibilité organisée de la chaîne qui relie une pièce usinée à Chomérac à un blindé déployé dans une guerre que nous ne choisissons pas.

Un système, pas une liste d'usines

Le complexe militaro-industriel en Drôme-Ardèche n'est pas une addition de sites. C'est un système dont les composantes se renforcent mutuellement : l'industrie produit les armes, l'armée les utilise et recrute, la police surveille et contrôle, l'école forme et sélectionne, l'État finance et légitime.

Dans un contexte de réarmement mondial / guerre en Ukraine, génocide à Gaza, conflits au Sahel et au Soudan, la militarisation n'est plus une exception. C'est une orientation politique délibérée, financée par l'argent public, portée par des intérêts privés.

La Loi de Programmation Militaire 2024-2030 engage 413 milliards d'euros sur sept ans. De l'argent public qui finance des dividendes pour Safran (840 millions en 2023) et Thales (590 millions en 2023), pour des actionnaires qui ne mettent jamais les pieds dans une zone de guerre. Pendant ce temps, les travailleurs de ces usines encaissent l'exposition radiologique, la précarité de la sous-traitance et les hiérarchies de classe qui traversent ces sites.



CONTRE LA GUERRE

L'industrie : qui travaille, qui profite, qui meurt

Orano Tricastin enrichit l'uranium pour les réacteurs civils et pour les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. L'État en est actionnaire majoritaire. En 2008, la SOCATRI déversait de l'uranium dans le Rhône. Condamnée en 2013. Toujours en activité. Extension de capacité prévue.

Framatome à Romans fabrique le combustible des sous-marins de la Marine nationale. La frontière civil/militaire est une fiction administrative. Des incidents de criticité ont été signalés à l'ASN entre 2019 et 2024. La transparence reste limitée.

Safran à Châteauneuf-sur-Isère produit des actionneurs pour le Rafale et travaille sur le FCAS, le futur avion de combat européen. **ACDEM/Metravib** développe le système PILAR V, qui détecte acoustiquement les tirs de sniper, équipe les blindés du programme Scorpion et a été vendu à plus de 30 armées. Ce qui sert à localiser un tireur en zone de guerre prépare aussi des usages policiers. **Survey Copter** (Airbus DS) assemble des drones exportés vers des marchés militaires souvent opaques.

Autour gravitent des dizaines de PME : Suchier, ST Composites, Lisi Aerospace, Vignal Artru, Secaero, dont les travailleurs produisent des pièces sans toujours connaître leur destination finale. La fragmentation de la chaîne de production est aussi une fragmentation de la responsabilité. Ce n'est pas un hasard.

Militariser le territoire, surveiller les corps

743 gendarmes en Drôme, 450 en Ardèche, 40 brigades, six commissariats, dix polices municipales en expansion constante. Valence double ses effectifs PM depuis 2014. Montélimar augmente les siens de 36 % depuis 2020. Un PSPG (unité armée d'élite) est en faction permanente au Tricastin, protégeant une installation industrielle privée avec des militaires publics.

Les deux SDRT surveillent en silence les syndicats, les associations, les mouvements sociaux. Effectifs classifiés, méthodes non publiques. En septembre 2025, un arrêté préfectoral autorise des drones de surveillance pour un rassemblement devant le tribunal de Valence. La frontière entre maintien de l'ordre et renseignement militaire est de plus en plus mince. Ce n'est pas une dérive. C'est une logique.